

ANNEXE VI**Plan de communication et de visibilité****Le projet**

Titre	GAR-SI Sahel (Groupes d'Action Rapides de Surveillance et Intervention au Sahel)
Durée de l'Action	24 mois
Pays	Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso, Sénégal
Chargé mise en œuvre	FIIAPP
Bailleur	Union européenne dans le cadre du Fond fiduciaire d'urgence pour l'Afrique

Contexte

Du point de vue géographique, le Sahel regroupe le territoire de plusieurs pays plus au moins touchés par l'instabilité politique et par des faiblesses structurelles et des menaces communes qui mettent en grand danger la sécurité de toute la zone, celle du Maghreb et celle de l'Union européenne.

L'existence de vastes territoires où le contrôle de la part de l'État est insuffisant ou inexistant, notamment dans des zones rurales ou semi désertiques, et la difficulté pour surveiller des frontières étendues et perméables favorisent, la migration irrégulière, la présence de groupes terroristes et la pénétration de tout type d'organisations criminelles et de trafic illégaux dans la région.

Au même temps, les populations de la région dépendent de leurs réseaux de mobilité régionaux et transrégionaux, qui représentent à la fois des ressources développementales importantes et des stratégies de résilience et sauvegarde face aux risques multiples.

Face aux nombreux défis, le binôme sécurité et développement devient très important en tant qu'élément clé dans le Plan d'Action Régional 2015-2020 de la Stratégie de l'Union européenne pour la région du Sahel. Avec cette nouvelle perspective, la sécurité devient un facteur transversal de toute stratégie de coopération et de développement au Sahel puisque "sans un minimum de mesures de sécurité, un développement durable devient impossible".

Le Sommet de Ndjamena a été l'occasion d'adopter la feuille de route définissant le cadre de coopération entre le G5 Sahel et l'Union européenne. Cette feuille de route conjointe repose sur la vision partagée selon laquelle les régions transfrontalières, et les domaines de la sécurité, de la gestion des frontières, de la migration, et de la lutte contre le terrorisme et de

prévention de la radicalisation sont des domaines pour lesquels une coordination régionale du G5 Sahel devrait avoir un impact positif et rapide. Au cours de la dernière réunion les ministres de la Défense et de la Sécurité du G5 Sahel ont demandé au Secrétariat permanent de saisir officiellement les Etats sur le projet de formation dans les Etats membres des GAR-SI « avec l'appui technique de la France et de l'Espagne et le financement de l'Union européenne ».

Le sommet de la Valette 2015 sur la migration constitue une autre référence incontournable au moment d'établir le contexte de cette action.

Dans le cadre du Plan d'Action issu du Sommet de La Valette, seize initiatives prioritaires devront être lancées avant la fin de 2016 et intègrent différentes actions destinées à « apporter un appui aux capacités nationales de contrôle des frontières terrestres, ... » et « Mettre en place, d'ici la fin de 2016 des mécanismes de formation à l'intention des garde-frontières et de la police y compris des centres régionaux de formation et des programmes d'enseignement communs. » Ainsi, le Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique a identifié parmi ses objectifs prioritaires l'amélioration de la gestion de la migration dans les pays d'origine, transit et destination (objectif 3) ainsi que l'amélioration de la gouvernance, de la prévention des conflits et la réduction du déplacement forcé et de la migration irrégulière (objectif 4).

Au cours de derniers mois, plusieurs visites ont été conduites dans les pays concernées, certaines d'entre elles à la demande des autorités locales. Lors de ces visites, une présentation des unités type GAR-SI a été faite, en obtenant une grande acceptation. De même, Mauritanie, Sénégal, Mali et Niger ont officiellement demandé un soutien pour l'établissement de ces unités. Dernièrement, les représentations diplomatiques des pays partenaires de la zone ont conduit une intense activité de divulgation du projet GAR-SI, ayant obtenu également de bons résultats de soutien au projet.

Objectifs généraux de communication

La communication et la visibilité de l'UE sont une obligation légale pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Conformément à l'art. 8 des Conditions générales, un plan de communication et de visibilité a été élaboré en ligne avec la vision du FIAPP et en partenariat avec l'Union européenne et fait office d'annexe VI. Il sera révisé et mis à jour au cours des trois premiers mois de la mise en œuvre de l'action, et tout au long de la mise en œuvre si besoin, conformément au manuel de communication et visibilité pour l'action extérieure de l'Union européenne (https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/communication_and_visibility_manual_en_0.pdf), ainsi qu'avec d'autres instructions fournies par l'autorité contractante au cours de la mise en œuvre de l'action.

La visibilité de l'UE et de l'action elle-même doit être assurée par des mesures de communication et d'information appropriées tout au long de la mise en œuvre de l'action, y compris auprès des médias. Néanmoins, la confidentialité de certaines activités peut conduire à des arrangements spécifiques limitant leur circulation et l'information sur le sujet.

L'autorité contractante et les délégations de l'UE concernées seront régulièrement informées et impliquées dans la conception et la mise en œuvre des activités de cette action, y compris en ce qui concerne les événements de visibilité et réunions.

Le Plan sert comme un instrument de sensibilisation, de promotion et de visibilité du projet. Il a la mission d'informer sur l'impact et les résultats obtenus ainsi que de promouvoir la visibilité de l'Union européenne comme bailleurs de fonds.

Les objectifs de ce Plan sont :

1. Présenter le développement, les résultats et l'impact du projet.
2. Promouvoir l'appropriation locale du projet par les pays bénéficiaires ainsi que leur engagement politique.
3. Sensibiliser le public plus vaste sur les défis sécuritaires auxquels la région du Sahel doit faire face et la valeur ajoutée du projet dans ce respect.

Groupes cibles

Le Plan de Communication et de Visibilité de ce projet est axé sur la sensibilisation des autorités nationales sur la mise en œuvre de ce projet. Il est très important qu'elles soient tenues régulièrement informées des progrès accomplis, y compris par exemple en termes de formations et de mentorat réalisés, d'opérations conjointes menées, etc.

Réunions officielles, formations et séances de mentorat peuvent être de très bonnes occasions pour accroître la visibilité du projet et de renforcer la coopération entre les différentes institutions concernées.

Au niveau national, les acteurs les plus impliqués seront les forces de sécurité intérieure ainsi que leur Ministère de Tutelle, ainsi que leur interface avec les acteurs judiciaires et les Ministères de tutelles respectifs.

Le public cible sera informé du rôle de l'Union européenne en tant que bailleur.

Par conséquent, ce Plan de Communication s'adresse au public suivant :

- les autorités nationales, régionales et locales les autres acteurs et projets dans les zones ciblées ;
- les populations locales des régions ciblées ;
- les autres institutions de l'UE et ses agences (p.e. FRONTEX, EUROPOL);
- Organisations internationales et régionales (UN, G5 Sahel, etc.);
- le grand public (société civile, presse et media), avec précaution en fonction de la sensibilité des actions.

Activités et outils de communication

Les activités standards ci-dessous illustrées seront discutées avec l'Autorité contractante et les Délégations de l'UE concernées afin d'en définir le détail précis en raison de la sensibilité et confidentialité de certaines activités à prévoir dans le cadre du projet.

Réunions, conférences, ateliers et formations

Réunions, ateliers, formations, séminaires et activités de renforcement des capacités peuvent offrir une visibilité importante. En ce sens, il est important de souligner qu'au cours de l'exécution du projet, une conférence de lancement et une de clôture seront organisées, lors

desquelles les représentants du pays bénéficiaire et les acteurs concernés seront invités (ils seront déterminés par la Délégation de l'Union européenne et l'équipe du terrain pendant la phase de démarrage).

Afin de garantir une action efficace de visibilité, des dossiers papier, dépliants, brochures, bannières, affiches et autres matériaux seront distribués aux participants. Les présentations, les discours, bannières, ordres du jour et des listes de présence utilisées lors de ces événements auront des logos pertinents. Les invitations aux événements seront livrées dans un délai raisonnable aux parties prenantes du projet selon une procédure à établir en accord avec chaque Délégation de l'Union européenne concernée.

En outre, papeterie de projet comme fichiers, bloc-notes et stylos et publications relatifs aux projets affichant le logo de l'UE seront distribués pendant les activités du projet. Ces activités serviront comme un moyen d'assurer le partage des leçons apprises, échange des meilleures pratiques, fournissant la rétroaction et la durabilité des résultats du projet. Pour réunions, formations et autres rassemblements de projet, le drapeau de l'UE ainsi que des bannières affichant le logo de l'UE seront produits pour la visibilité.

Étant donné que le rôle de vulgarisation de la presse est très important dans le cadre de la diffusion des activités et des actions développées, FIIAPP pourra diffuser, par le biais de son département de Communication, l'information du projet par le biais de communiqués de presse, émissions de radio, réseaux sociaux, ou par tout autre moyen pertinent, avec précaution en raison de la sensibilité des actions.

Rapports et matériel promotionnel

Tout au long de la mise en œuvre du projet, des rapports des activités seront régulièrement soumis à l'autorité contractante ainsi qu'à chaque Délégation de l'UE concernée. Chaque rapport illustrera l'état des lieux et les progrès réalisés, y compris pour ce qui concerne le plan de communication et de visibilité. Voir art. 3 des Conditions Générales (Annexe II du contrat).

Mise en œuvre du plan de visibilité

La mise en œuvre du plan de visibilité s'effectuera selon la procédure définie ci-dessous :

1. Les cibles de l'action seront invitées à tous les événements de projet pertinents;
2. Les communications et matériaux de visibilité financés dans le cadre du projet seront soumis à l'Autorité contractante et à chaque Délégation concernée pour leur accord préalable avant leur production, publication et diffusion ;
3. Les copies des documents (rapports, formation, matériel, etc.) seront soumis à l'approbation de l'Autorité contractante et de chaque Délégation concernée.
4. Le Plan de visibilité est flexible et sera adapté pour le plan de travail annuel. Le Plan sera aussi présenté et examiné par le Comité de pilotage du projet.
5. L'équipe du projet est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des activités prévues dans ce Plan, en coopération avec FIIAPP.

Ressources financières

Le coût indicatif global des activités de visibilité sous le GAR SI SAHEL (24 mois) est estimé en 30.000 €